

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE CENTRALE DE COMPENSATION
Nom commercial : LCH S.A.
Société anonyme au capital de 113.066.860,26 Euros
Siège social : 18 rue du Quatre Septembre 75002 Paris
692 032 485 RCS Paris

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société LCH S.A. relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessous est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

• Valorisation des immobilisations incorporelles (hors fonds commercial)

Risque identifié	Notre réponse
Comme indiqué dans la note 17 « Immobilisations incorporelles » de l’annexe aux comptes annuels, les immobilisations incorporelles (hors fonds commercial) sont inscrites au bilan pour un montant net de 93,7 millions d’euros au 31 décembre 2024.	Nos travaux ont consisté à évaluer le processus mis en place par votre société pour identifier les circonstances susceptibles de conduire à la capitalisation ou à la dépréciation des immobilisations incorporelles, ainsi qu’à en évaluer l’impact financier.
Pour les actifs incorporels déjà capitalisés, un test de dépréciation est réalisé chaque année, sur la base d’une revue de l’inventaire des logiciels avec le responsable d’activité. Pour les actifs en cours, cette revue est réalisée mensuellement avec le responsable d’activité afin de confirmer si le projet est en cours ou abandonné et d’évaluer les éventuels indicateurs de dépréciation.	Nous avons apprécié l’évaluation des dépréciations comptabilisées par votre société au 31 décembre 2024 à la suite de la cessation de l’activité <i>Cash Equity</i> . Nous avons également apprécié les indices de perte de valeur sur l’ensemble des autres activités de votre société au 31 décembre 2024. Nous nous sommes entretenus avec la direction pour connaître les projets informatiques significatifs et nous avons étudié les rapports d’avancement et les comptes rendus de ces projets :

<p>Les modalités de mise en oeuvre des tests sont décrites dans le paragraphe « Test de dépréciation des immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes annuels. Ces tests visent à identifier et évaluer des éventuels indicateurs de dépréciation.</p> <p>Nous avons considéré que la valorisation des immobilisations incorporelles (hors fonds commercial) est un point clé d'audit, car elle requiert l'exercice du jugement par la direction au niveau des hypothèses retenues notamment pour la détermination des actifs ayant fait l'objet d'indices de perte de valeur.</p>	<p>- En particulier, nous avons analysé la conception et la mise en œuvre des projets significatifs, et avons examiné les rapports d'avancement afin d'apprécier leur viabilité, de justifier les montants capitalisés et d'évaluer la nécessité éventuelle de comptabiliser des dépréciations.</p> <p>- De plus, nous avons analysé les approbations des comités d'investissement, le cas échéant.</p> <p>- Enfin, nous avons également apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe aux comptes annuels sur les résultats de ces tests de dépréciation.</p>
---	---

• **Evaluation des conséquences de la fin de l'accord de compensation des produits dérivés entre la société LCH S.A. et Euronext**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le 16 janvier 2023, Euronext a notifié à votre société la résiliation du contrat de compensation de produits dérivés cotés en 2017. La migration s'est finalisée en septembre 2024 conformément aux accords contractuels d'origine comme indiqué dans la note « Faits marquants de l'exercice » de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Cet événement engendre des traitements comptables complexes dans la préparation des comptes annuels sur les aspects suivants :</p> <p>- la correcte dépréciation des actifs concernés par la cessation de l'activité de compensation des produits dérivés cotés ;</p> <p>- le traitement comptable de la commission de migration pour 6 millions d'euros ;</p> <p>- l'évaluation par la direction de l'impact de cet événement sur la continuité d'exploitation de votre société.</p> <p>En conséquence, pour l'ensemble des facteurs rappelés ci-dessus, nous considérons la fin de l'accord de compensation des produits dérivés cotés comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Dans le cadre de notre audit, nous avons évalué de manière critique les conséquences de la fin de l'accord de compensation des produits dérivés cotés sur l'ensemble des aspects suivants :</p> <p>- Nous nous sommes assurés de la correcte dépréciation de la valeur d'utilité des actifs à la suite de la cessation de l'activité de compensation des produits dérivés cotés ;</p> <p>- Nous avons analysé les principes et les méthodes retenus par votre société dans le cadre du traitement comptable de la commission de migration à la suite de la cessation de l'activité de compensation des produits dérivés cotés ;</p> <p>- Nous avons apprécié l'impact des conséquences de la fin de ce contrat sur la continuité d'exploitation de votre société ;</p> <p>- Nous avons également contrôlé l'exhaustivité et la pertinence des informations communiquées au sein des états financiers de votre société relatives aux impacts financiers issus de la fin de ce contrat.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacré au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société LCH S.A. par votre assemblée générale du 8 avril 2016 pour le cabinet BDO Paris et du 28 mars 2024 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet BDO Paris était dans la neuvième année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la première année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris La Défense, le 10 avril 2025

Les commissaires aux comptes

BDO Paris

Représenté par Vincent Génibrel
Associé

Deloitte & Associés

Représenté par Jean-Vincent Coustel
Associé

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2024

Compte de résultat

	Note	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Intérêts et produits assimilés	1	931,5	1 128,7
Intérêts et charges assimilées	1	(895,4)	(1 053,7)
Commissions (produits)	2	239,6	296,3
Commissions (charges)	2	(24,8)	(34,2)
Produits sur opérations sur titres	3	48,0	24,9
Charges sur opérations sur titres	3	-	2,2
Produits sur opérations de change		-	-
Charges sur opérations de change		(0,3)	(0,4)
Autres produits d'exploitation bancaire	4	-	-
Autres charges d'exploitation bancaire	4	(30,0)	(42,5)
Produit net bancaire		268,6	321,4
Charges générales d'exploitation	5	(142,8)	(125,0)
Dotations aux amortissements et aux provisions	8	(22,2)	(25,1)
Résultat brut d'exploitation		103,6	171,3
Coût du risque		-	-
Résultat d'exploitation		103,6	171,3
Gains, pertes sur actifs immobilisés (+/-)	9	(11,9)	(12,3)
Résultat courant avant impôt		91,7	159,0
Résultat exceptionnel		-	-
Impôt sur les bénéfices	10	(26,3)	(42,6)
Dotations, reprises de FRBG et provisions règlementées		-	-
Résultat net		65,5	116,3

Etat de la situation financière

	Note	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Actif			
Banques centrales	11	0,1	6,8
Comptes ordinaires débiteurs		1,1	4,9
Prêts à la Banque Centrale	11	18 978,9	24 431,0
Titres reçus en pension livrée et créances rattachées	12	687 527,8	724 110,2
Obligations et autres titres à revenu fixe	13	2 809,5	873,6
Autres titres détenus à long terme	14	0,7	0,7
Autres actifs	15	8 148,6	7 655,7
Comptes de régularisation	16	241,3	696,4
Immobilisations		113,8	118,9
<i>Immobilisations incorporelles</i>	17	102,8	107,1
<i>Immobilisations corporelles</i>	18	11,1	11,9
Total actif		717 821,8	757 898,2
Passif			
Dettes vis-à-vis des institutions financières	19	2 616,2	1,121,1
Dettes vis-à-vis de la clientèle	20	175,0	329,4
Titres donnés en pension livrée et dettes rattachées	12	687 527,7	724 110,2
Autres Passifs	21	25 298,0	31 341,8
Comptes de régularisation	16	1 631,1	486,4
Provisions	22	4,6	5,6
Fonds pour risques bancaires généraux		0,3	0,3
Capitaux propres	23	568,9	503,4
<i>Capital social</i>		113,1	113,1
<i>Réserves</i>		44,6	44,6
<i>Report à nouveau</i>		345,7	229,4
<i>Résultat net</i>		65,5	116,3
Total passif		717 821,8	757 898,2
Hors bilan			
Engagements donnés			
<i>Engagements de garantie</i>	24	1 029 362,7	791 379,9
<i>Engagements sur titres</i>	24	744 341,5	761 573,4
Engagements reçus			
<i>Engagements de garantie</i>	24	1 059 283,8	828 057,9
<i>Engagements sur titres</i>	24	742 934,2	761 334,6

Faits marquants de l'exercice

CDSClear

CDSClear compense la plus large gamme de CDS (Credit Default Swaps), dont les avantages sont liés à l'existence d'une structure de risque unique. Près de 100 indices de crédit et 500 émetteurs uniques, y compris des banques de référence de CDS, sont éligibles à la compensation, dont beaucoup ne sont disponibles que sur CDSClear. CDSClear est titulaire d'une double licence (en vertu de l'European Markets Infrastructure Regulations (EMIR) en Europe et aux Etats-Unis en vertu de son enregistrement en tant que chambre de compensation de produits dérivés auprès de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) et en tant qu'agence de compensation auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC)), ce qui signifie qu'elle peut offrir ses services à des clients aux Etats-Unis et en Europe. Le nombre de membres du CDSClear est de 28 (25 en 2023). Le montant notionnel total compensé a augmenté de 9 % pour atteindre 2 719 milliards d'euros (2023 : 2 487 milliards d'euros). Le total des revenus issus des commissions de compensation pour l'année a augmenté à 22,4 millions d'euros (2023 : 21,6 millions d'euros), principalement grâce à l'augmentation des volumes sur les clients (+68 % par rapport à 2023 avec un nouveau record atteint en septembre 2024) depuis qu'ICE a quitté les marchés européens en octobre 2023.

Fixed Income

La compensation par LCH SA des contrats de mise en pension (repo) et obligations au comptant a enregistré une bonne performance, à 259,2 milliers de milliards d'euros au cours de l'exercice écoulé (+101 % vs 2023), sur 11 marchés d'obligations d'Etat européens (dette française, espagnole, italienne, belge, allemande, portugaise, finlandaise, autrichienne, néerlandaise, irlandaise et slovène). Le total des revenus issus des commissions de compensation pour l'exercice s'est élevé à 112,7 millions d'euros (2023 : 99,9 millions d'euros). Le chiffre d'affaires de la compensation RepoClear reste solide en 2024, principalement grâce à la croissance du marché, à l'activité du marché et à l'extension de l'adhésion des membres et des changements tarifaires. Cela conduit à un nombre record de montant nominal de transactions compensées en 2024. Les dettes italiennes et françaises ont généré plus de la moitié des revenus de compensation de RepoClear en 2024.

Listed Derivatives and Cash Equities

LCH a fourni des services de compensation de produits dérivés cotés pour Euronext Derivatives Markets, jusqu'au troisième trimestre de 2024. Les contrats financiers compensés en 2024 ont diminué de 30 % à 93,1 millions (2023 : 132,6 millions). Les commissions de compensation ont surperformé sur les matières premières (avec nouveau record sur les commissions de compensation sur matières premières en février 2024). Il y a eu une diminution progressive de l'activité avec la migration vers Euronext Clearing des matières premières le 12 juillet 2024 et des dérivés financiers le 6 septembre 2024.

Dans les services de compensation d'actions, LCH compense les actions au comptant pour plusieurs plateformes de négociation notamment Euronext, Equiduct, Turquoise et Bourse du Luxembourg. Le nombre de contrats compensés en 2024 a diminué de 95 % pour s'établir à 8,6 millions d'euros (2023 : 159,2 millions d'euros) en raison de la migration des transactions d'Euronext vers Euronext CPP en novembre 2023. Les volumes compensés en 2024 par LCH SA ont majoritairement été réalisés sur Equiduct, jusqu'à la migration vers Euronext CPP le 15 novembre 2024.

Le total des revenus issus des commissions de compensation en 2024 a diminué à 37,4 millions d'euros (2023 : 68,5 millions d'euros).

Marge nette d'intérêts

Les revenus de trésorerie nets correspondent aux intérêts perçus sur les actifs monétaires déposés auprès de LCH au titre des dépôts de garantie et fonds de défaut. Les taux d'intérêts sont entrés en zone positive en septembre 2022 à la suite multiples décisions de l'ECB en 2022 d'augmenter les principaux taux de bases. Cette décision a des impacts significatifs sur la comptabilité et la publication des informations financières. LCH SA paye des intérêts sur les marges déposées par les membres tandis que LCH SA reçoit des intérêts sur ses investissements. Les intérêts sur marges sont enregistrés en intérêts à payer aux membres au passif alors que les intérêts sur investissements sont enregistrés à l'actif depuis septembre 2022. Les revenus de trésorerie nets sont constitués du net entre les revenus issus des investissements et les charges d'intérêts payés aux membres dans le compte de résultat.

Le montant total des revenus de trésorerie nets de LCH pour 2024 a diminué à 49,8 millions d'euros (2023 : 71,0 millions d'euros) en raison de la baisse du dépôt de garantie en espèces de 8 milliards d'euros (2024 : 19 milliards d'euros contre 2023 27 milliards d'euros), partiellement compensée par une performance plus élevée (+0,5 point de base à 29,9 points de base). La baisse du dépôt de garantie en espèces est principalement attribuable à la baisse des volumes sur les actions au comptant et produits dérivés cotés (migration vers Euronext CPP) et à l'optimisation des membres qui ont changé leur dépôt de garantie en cash vers des garanties non liquides

Activités de recherche et développement

En 2024, LCH SA a reçu une aide gouvernementale sous la forme de crédit impôt recherche (CIR) pour DigitalAssetClear, de 0,6 million d'euros en raison de l'investissement réalisé en 2023.

Charges diverses d'exploitation

Les charges d'exploitation ont augmenté de 14,3 % pour atteindre 142,8 millions d'euros (2023 : € 125,0 millions). On constate une augmentation des coûts totaux de personnel et de personnel externe principalement dû à la comptabilisation de la provision sur les coûts de restructuration en mai 2024.

Sortie d'Euronext

Le 16 janvier 2023, Euronext a notifié à LCH SA la rupture l'accord de compensation de produits dérivés signé en 2017. Le délai de résiliation du contrat est le suivant :

- Du 16 janvier 2023 à décembre 2023 : préparation du plan de sortie par LCH SA Le nombre de contrats compensés en 2024 a diminué de 95 % pour s'établir à 8,6 millions d'euros (2023 : 159,2 millions d'euros)
- De janvier à juillet 2024 : période de migration. LCH SA a accompagné Euronext dans la mise en œuvre du plan de sortie.
- 12 juillet 2024 : migration des dérivés de matières premières
- 6 septembre 2024 : migration des dérivés financiers

Conformément à l'accord Derivatives Clearing Agreement, LCH SA a droit à une indemnité de résiliation de 30 millions d'euros et à une commission de migration de 6,6 millions d'euros (comprenant un mécanisme d'indexation de 0,6 million d'euros pour la commission de migration). Ces frais ont été payés en janvier 2024. Les frais de résiliation ont été comptabilisés comme *Autres ventes et prestations de service* en 2023. Les frais de migration ont été comptabilisés dans le compte de résultat en 2024.

Cash Equities

La migration a été finalisée en novembre 2023 pour Euronext et le 15 novembre 2024 pour Equiduct.

Plan de restructuration

A la suite de la fin des activités dérivées et cash, un plan de restructuration a été annoncé par LCH SA en février 2024. LCH SA a comptabilisé une provision de 15 millions d'euros à ce titre en mai 2024.

Développement et performance

En 2024, la Société a pu prétendre à une aide gouvernementale sous forme de crédit d'impôt recherche (CIR) à DigitalAssetClear pour un montant de 0,6 million d'euros lié aux investissements dépensés en 2023.

Présentation des états financiers annuels

En tant qu'établissement de crédit, la Banque Centrale de Compensation (BCC), qui a adopté le nom commercial de LCH SA, est tenue d'établir et de publier ses états financiers annuels (bilan, données hors bilan et compte de résultat) conformément aux dispositions des articles §1111-1 à 1124-61 et §3111-1 à 3111-5 du règlement ANC 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

Depuis la fusion des chambres de compensation d'Amsterdam et de Bruxelles au sein de LCH SA le 1^{er} février 2001, et la création concomitante des succursales d'Amsterdam (Banque Centrale de Compensation d'Amsterdam) et de Bruxelles (Banque Centrale de Compensation de Bruxelles), les comptes de ces deux succursales sont intégrés à ceux de LCH SA. Pour rappel, la succursale de Bruxelles a depuis été liquidée, le 30 juin 2020. Par ailleurs, le périmètre comptable de LCH SA inclut les activités d'un bureau de représentation implanté à Porto depuis l'acquisition de la chambre de compensation portugaise auprès de NYSE Euronext le 15 juillet 2003.

La présentation « analytique/économique » du bilan et du compte de résultat engendre les caractéristiques suivantes :

Bilan

En raison de leur taille, les actifs et passifs relevant des activités de compensation de la Banque Centrale de Compensation, ainsi que ses opérations de gestion de trésorerie, sont présentés séparément ; une analyse détaillée de chaque élément est fournie dans les notes annexes aux états financiers.

Les opérations de pensions sur les marchés de gré à gré sont présentées sur une base non-nettée. Les montants à l'actif au titre des « reverse repos » représentent le prêt de cash garanti par les titres reçus en pension ; à l'inverse, les montants enregistrés au passif au titre des « repos » représentent l'emprunt de cash reçu en contrepartie des titres donnés en pension. Les pensions qui ont été conclues sur le marché mais ne sont pas encore livrées figurent en Hors-Bilan au titre d'engagements sur titres à livrer ou à recevoir afin de retranscrire l'intégralité de la transaction pour le prêteur ou l'emprunteur.

Les engagements relevant des opérations de compensation sont transférés au bilan à la date de règlement effectif. Si la livraison n'intervient pas à cette date, les opérations de compensation sont portées dans un compte de suspens au bilan et y demeurent jusqu'à la date de dénouement effectif.

Engagements hors bilan

Les engagements relevant des opérations de compensation sont séparés des engagements commerciaux et des engagements relatifs à la gestion de trésorerie.

Les informations présentées dans les états financiers s'accompagnent des notes annexes. Ces notes, fournies conformément au règlement ANC 2014-07 §1111-1 à 1124-61 et §3111-1 à 3111-5 susmentionnés, incluent toutes les informations importantes requises pour donner une image sincère et fidèle du patrimoine, de la situation financière, de l'exposition au risque et des résultats de la Banque Centrale de Compensation.

Principes et méthodes comptables

Ces états financiers ont été préparés et sont présentés selon les principes comptables applicables aux établissements de crédit et définis par le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, modifié par le règlement 2020-10 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les principaux principes comptables et règles d'évaluation sont détaillés ci-après.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition hors taxes déductible (TVA).

Les coûts informatiques sont immobilisés au bilan conformément selon les règles définies par le règlement ANC 2014-03.

Les logiciels développés en interne sont évalués sur la base des coûts directs de développement qui incluent principalement le nombre de jours homme consacrés aux étapes menant des spécifications techniques à la recette.

Les immobilisations sont amorties linéairement en fonction de la durée de vie estimée et de la manière suivante :

Logiciels développés en interne	3 à 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier	10 ans
Agencements et installations	10 ans
Equipement de bureau	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans

Dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles

Le fonds commercial et les immobilisations en cours de développement font l'objet de tests de dépréciation annuels, ou plus fréquents si certains événements ou changements de circonstances donnent à penser que leur valeur comptable ne pourra plus être recouvrable dans sa totalité. Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation si certains événements ou changements de circonstances donnent à penser que leur valeur comptable ne pourra plus être recouvrable dans sa totalité.

Aux fins des tests de dépréciation, les immobilisations incorporelles sont attribuées aux unités génératrices de trésorerie sous contrôle de la direction, ordinairement au niveau de la Société statutaire. Le test de dépréciation comprend une comparaison de la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle attribuée aux unités génératrices de trésorerie correspondantes avec sa valeur recouvrable, laquelle correspond à la plus élevée de la juste valeur minorée des frais de vente et de la valeur d'usage. La juste valeur minorée des frais de vente est calculée par référence à la somme pour laquelle l'actif pourrait être cédé moins les coûts liés à la vente.

La valeur d'usage est calculée en déterminant les rentrées de fonds futures attendues qui peuvent être tirées du maintien en service de l'actif, y compris celles découlant de sa cession définitive, en appliquant un taux d'actualisation avant impôts fixé en fonction du marché. La valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles est corrigée de toute perte de valeur et cette perte est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel elle survient.

La valeur comptable des immobilisations incorporelles attribuées à une unité génératrice de trésorerie est prise en compte pour déterminer les gains ou pertes associés à la cession de celle-ci.

Autres titres détenus à long terme

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés à leur coût d'acquisition et font l'objet d'une dépréciation si leur valeur d'utilité devient inférieure à la valeur comptable.

Créances et dettes d'exploitation

Les créances et les dettes d'exploitation sont évaluées à leur coût historique et ont une maturité de moins d'un mois.

Les provisions pour créances douteuses sont évaluées individuellement et sont enregistrées en déduction directe de la valeur relative à ces créances.

Emprunt de titres

LCH SA a activé le Bond borrowing afin de faire diminuer le nombre de suspens sur le marché RepoClear. Ils sont comptabilisés en emprunt de titres et dettes sur emprunt de titres conformément à l'article Art 2361-1 de ANC 2014- 07.

Titres de Placement

Les investissements en titres réalisés dans le cadre de la gestion de trésorerie sont enregistrés en Titres de Placement et valorisés selon la méthode LOCOM - Lower of Cost or Market, plus petite valeur entre le coût d'entrée et la juste valeur - conformément au règlement ANC 2014-07 §1111-1 à 1124-61 et §3111-1 à 3111-5.

Opérations avec les Membres Compensateurs

Les opérations réalisées avec les Membres Compensateurs sont évaluées au prix quotidien de marché qui est utilisé comme référence dans les calculs des appels de marge. Les positions au Bilan reflètent donc exactement les encours dus ou à recevoir des Membres Compensateurs au titre de leur activité.

- Les opérations de pension sont désormais distinguées spécifiquement à l'actif et au passif dans les rubriques du PCEC prévues à cet effet.
- Les pensions sont évaluées à la juste valeur et aucun netting n'est appliqué.
- Les dérivés sont évalués à la juste valeur.

Opérations sur instruments dérivés

LCH SA ne réalise aucune opération sur dérivés pour compte propre selon les exigences de l'European Market Infrastructure Regulation (EMIR).

Fonds pour risques bancaires généraux

En application du règlement CRBF 90.02 du Comité de la réglementation bancaire et financière, un Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) a été constitué par LCH SA en vue de couvrir les risques éventuels liés à son activité.

Provisions pour risques et charges

Comme en dispose le règlement ANC 2014-03, lorsque LCH SA constate qu'un événement crée une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci, elle constitue une provision enregistrée au passif du bilan.

A ce titre, LCH SA constitue des provisions destinées à couvrir ses risques commerciaux et ses engagements sociaux. Les engagements pour retraite sont déterminés en utilisant la méthode préférentielle (méthode des unités de crédit projetées) pour l'évaluation des régimes à prestations définies.

Les provisions pour engagements sociaux ont été évaluées par un actuaire indépendant en tenant compte de l'évolution de l'effectif (rotation, ancienneté) et sont calculées conformément à la méthode des unités de crédit projetées. Les engagements sociaux comprennent les engagements en cas de départ à la retraite et les provisions pour la médaille du travail.

Dans le cadre de ses activités, LCH SA peut faire l'objet de litiges commerciaux, sociaux ou de toute autre nature. Lorsqu'il est probable qu'un litige engendre une perte potentielle pour LCH SA et que les flux financiers correspondants sont quantifiables, une provision est constituée pour un montant représentatif du coût estimé pour régler ce litige.

Rémunération en actions

La Société a mis en place des plans de rémunération en actions pour les salariés, sous forme d'attribution d'actions de la société mère, London Stock Exchange Group plc. La charge imputée au compte de résultat est calculée sur la base de la juste valeur des options ou des actions à la date de leur attribution à titre d'une reconnaissance indirecte de la valeur des services reçus par la Société ; elle est comptabilisée sur la période d'attribution correspondante.

Résultat exceptionnel

Ce poste comprend exclusivement les produits et les charges, qui sont générés ou surviennent de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement (ANC 2014-07).

Changement de présentation des états financiers

Néant.

1. Intérêts et produits/(charges) assimilées

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	0,1	0,1
Intérêts sur appels de marge	222,1	246,1
Intérêts reçus de la Banque Centrale	710,3	882,5
Intérêts et produits assimilés	931,5	1 128,7
Intérêts payés à la Banque Centrale	-	-
Intérêts payés sur comptes ordinaires créditeurs	(0,2)	(0,2)
Autres intérêts payés sur dépôts de garantie	(895,2)	(1 053,5)
Intérêts et charges assimilées	(895,4)	(1 053,7)
Intérêts et produits/(charges) assimilées	36,1	75,0

Les revenus de trésorerie nets sont constitués du net entre les revenus issus des investissements et les charges d'intérêts payés aux membres dans le compte de résultat. Les intérêts sur appels de marge sont calculés sur la base des appels de marge, des fonds de garantie et des dettes vis-à-vis des institutions financières et de la clientèle.

L'augmentation des taux a eu pour effet l'augmentation des intérêts reçus de la banque centrale ainsi que l'augmentation des intérêts payés sur dépôts de garantie.

En 2024, les intérêts et produits/(charges) assimilées ont diminué à 36,1 millions d'euros (2023 : 75,0 millions d'euros) provenant principalement de la diminution du volume des dépôts de garantie en espèces collectés auprès des membres compensateurs.

2. Commissions

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Actions au comptant	1,9	16,2
Dérivés	35,5	52,3
Fixed Income	112,7	99,9
CDS	22,4	21,6
Commissions de compensation	172,5	190,0
Autres ventes et prestations de service	29,7	69,6
Frais de connectivité	2,3	3,0
Commission de gestion des titres	35,2	33,6
Commissions (produits)	239,6	296,3
Frais de dénouement et frais bancaires	(24,8)	(34,2)
Commissions (charges)	(24,8)	(34,2)

Les produits proviennent des services de compensation et autres services post-négociation, y compris des produits financiers générés sur les actifs reçus en garantie. Le chiffre d'affaires s'entend net des rabais, des taxes relatives aux ventes et de certains accords de partage des recettes.

Les produits des commissions de compensation et les réductions associées, ainsi que les produits des autres commissions et les frais de règlement-livraison sont constatés transaction par transaction ou, pour les commissions forfaitaires annuelles, chaque mois à terme échu, conformément aux barèmes de commission de la Société.

Les autres services post-négociation comprennent les recettes liées aux services de connexion client, qui sont comptabilisées en recettes imputées linéairement sur la durée de la prestation afin de refléter son caractère continu.

Les contrats conclus avec des clients à l'échelle de la Société qui comportent une seule obligation de performance à un prix fixe ne nécessitent pas la détermination d'une contrainte à la part variable du paiement ni son attribution à des obligations de performance multiples. Toutefois, la Société assure également des prestations à ses clients selon une structure par niveaux et une tarification différenciée, ce qui introduit un certain degré de variabilité dans les recettes liées au contrat. Lorsque les recettes futures liées au contrat varient en fonction de facteurs indépendants de la volonté de la Société, la Société limite le prix total de la transaction au moment de la signature du contrat et comptabilise le chiffre d'affaires minimum attendu et garanti par les conditions du contrat. Toute part variable est ensuite comptabilisée sur la période à laquelle elle se matérialise.

Sur EquityClear, les revenus de compensation des **actions au comptant** affichés sont inférieurs de 88 % par rapport à 2023, principalement en raison de la migration des transactions d'Euronext et d'Equiduct vers Euronext Clearing en novembre 2023 et novembre 2024 respectivement.

Sur les **marchés de produits dérivés** (indices et matières premières), le chiffre d'affaires a baissé de 32 % en 2024 à 35,5 millions d'euros (2023 : 52,2 millions d'euros) en raison de la migration des transactions d'Euronext vers Euronext Clearing en juillet 2024 pour les matières premières et en septembre 2024 pour les produits financiers dérivés.

Sur les **marchés de taux (Fixed Income)**, le chiffre d'affaires a augmenté de 13 % en 2024 pour atteindre 112,7 millions d'euros (2023 : 99,9 millions d'euros), principalement grâce à la croissance du marché, à l'activité du marché à l'extension de l'adhésion et aux changements dans la grille tarifaire. Cela conduit à un nombre record d'aspects nominaux et commerciaux compensés en 2024. Les dettes italiennes et françaises ont généré plus de la moitié des revenus de compensation de RepoClear en 2024.

Sur le **marché des CDS**, les recettes de compensation de CDSClear proviennent du paiement par chacun des 9 membres généraux illimités payant une cotisation annuelle de 1,3 millions d'euros, 4 membres sélectifs payant une cotisation annuelle de 0,25 million d'euros, 2 membres sélectifs payant une cotisation annuelle de 0,45 million d'euros, 2 membres introductif payant une cotisation annuelle de 0,4 million d'euros et 7 membres CIO (1 de 0,375 million d'euros et 6 de 0,115 million d'euros). Le chiffre d'affaires de la compensation clients a fortement augmenté de 1,9 M€ par rapport à l'année précédente (+81 %), porté par la hausse des volumes et les nouveaux volumes captés auprès d'Ice. Des frais périodiques sont facturés sur les frais de structure de compte facturés en début de chaque semestre.

Les autres ventes et prestations de service comprennent les commissions d'adhésion et les pénalités refacturées aux membres compensateurs.

Les commissions d'adhésion (excluant les frais périodiques) ont diminué à 1,4 millions d'euros (2023 : 3,9 millions d'euros) et se répartissent comme suit :

- 0,5 million d'euros de commissions d'adhésion liées au marché français des produits dérivés (2023 : 0,8 million d'euros).
- 0,9 million d'euros de commissions d'adhésion liées aux marchés des actions au comptant (2023 : 3,1 millions d'euros).

Les commissions sur les garanties augmentent à 35,2 millions d'euros (2023 : 33,6 millions d'euros).

Les frais de règlement refacturés aux membres compensateurs et les frais bancaires diminuent à 24,8 millions d'euros (2023 : 34,2 millions d'euros). Ceci est expliqué par le décommissionnement de l'activité Cash et Dérivés en 2024.

3. Produits/(charges) sur opérations sur titre

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Intérêts sur titres reçus en pension livrée	39,0	19,6
Intérêts sur titres de placement	9,1	4,6
Etalement de la prime sur titres de placement	-	0,8
Produits sur opérations sur titres	48,0	24,9
Frais d'acquisition sur titres de placement	-	(2,0)
Etalement de la prime sur titres de placement	-	-
Plus et moins-values de cession	-	-
Reprise/(Provisions) sur titres de placement	-	4,2
Charges sur opérations sur titres	-	2,2

Le montant des Intérêts sur titres reçus en pension livrée a augmenté de 19,4 millions d'euros en 2024 dû à un changement de stratégie d'investissement avec une plus forte allocation des positions sur les produits repo à la place du prêt à la Banque de France.

4. Autres produits/(Autres charges) d'exploitation bancaire

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Charges refacturées à des sociétés du groupe	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	-	-
Accord de partage de revenus sur les produits dérivés cotés	(24,5)	(38,4)
Accord de partage d'excédent sur l'activité CDS	(5,5)	(4,1)
Accord de partage de revenus	(30,0)	(42,5)
Autres charges d'exploitation bancaire	(30,0)	(42,5)

Les montants inclus dans les autres charges d'exploitation bancaire sont relatifs aux accords de partage de profit ou de revenus en vertu desquels, dans le cadre d'un accord d'exploitation, les montants doivent être reversés soit aux autres parties à l'accord d'exploitation soit aux clients compensateurs.

Un accord sur l'activité CDS a été signé en avril 2014, et est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Le partage de profit correspondant pour 2024 s'élève à 5,5 millions d'euros (2023 : 4,1 millions d'euros).

Un accord de partage de revenus sur les produits dérivés cotés, appliqué à partir de janvier 2019, a été signé avec Euronext en octobre 2017. Dans le cadre de cet accord, un montant net de rétrocession de 24,5 millions d'euros a été versé à Euronext (2023 : 38,4 millions d'euros). La variation négative de cette rétrocession s'explique par la migration des activités Dérivés (Dérivés matières premières au 12 juillet 2024 et Dérivés financiers au 6 septembre 2024) et Cash (Equiduct au 15 novembre 2024).

5. Charges générales d'exploitation

	Note	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Charges de personnel	6	(63,7)	(52,3)
Services extérieurs	7	(74,3)	(66,7)
Autres impôts et taxes		(3,2)	(3,9)
Autres charges générales d'exploitation		(1,6)	(2,1)
Charges diverses d'exploitation		(142,8)	(125,0)

Les charges diverses d'exploitation incluent les jetons de présence en 2024 pour 0.6 million d'euros.

6. Charges de personnel

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Salaires et traitements	(39,8)	(30,5)
Charges de retraite et autres charges sociales	(15,8)	(15,1)
Participation des salariés	(5,9)	(4,8)
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunération	(2,2)	(1,9)
Charges de personnel	(63,7)	(52,3)

La participation des salariés au titre de l'exercice 2024, est de 5.9 millions d'euros (2023 : 4,8 millions d'euros). La participation des salariés est une contribution légale aux employés sur le résultat net de l'an passé.

Les salaires et traitement ont augmenté de 9.3 millions d'euros en 2024, principalement dû à la comptabilisation de la provision sur les coûts de restructuration en mai 2024.

A fin décembre 2024, l'effectif de la société (salariés permanents) à Paris était de 235 (2023 : 240).

7. Services extérieurs

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Personnel extérieur	(10,2)	(10,2)
Autres charges liées au personnel	(1,0)	(4,7)
Charges informatiques	(37,8)	(32,4)
Charges immobilières	(4,9)	(7,0)
Autres services extérieurs	(20,3)	(12,4)
Services extérieurs	(74,3)	(66,7)

Le montant total des services extérieurs a augmenté à 74,3 millions d'euros (2023 : 66,7 millions d'euros).

Le personnel extérieur inclut le personnel intérimaire et consultant et est resté stable à 10,2 millions d'euros (2023 : 10,2 millions d'euros).

Les autres charges liées au personnel ont diminué à 1,0 millions d'euros (2023 : 4,7 millions d'euros).

Les frais de fonctionnement informatique ont augmenté à 37,8 millions d'euros (2023 : 32,4 millions d'euros) reflétant l'augmentation des coûts de support informatique fourni par le Groupe.

Les charges immobilières ont diminué à 4,9 millions d'euros (2023 : 7,0 millions d'euros), expliquée par le renouvellement du contrat de location du Centorial, avec une gratuité de loyer de 8 mois.

Les autres services extérieurs ont augmenté à 20,3 millions d'euros (2023 : 12,4 millions d'euros), expliquée par une augmentation des frais managériaux rechargés par le LSEG.

Ils incluent les honoraires provisionnés des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2024, qui s'élèvent à :

	Deloitte	BDO	EY	BDO
	2024		2023	
Service d'audit	210 000	267 000	236 500	170 350
Revue spéciale pour le comité d'entreprise	-	-	5 000	-
Service audit PCAOB	-	92 000	-	89 000
Total honoraires	210 000	359 000	241 500	259 350

8. Dotations aux amortissements et aux provisions

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Amortissements incorporels	(21,6)	(22,9)
Amortissements corporels	(1,6)	(1,6)
Dépréciations	-	-
Dotations aux amortissements	(23,2)	(24,4)
Dotations aux provisions d'exploitation	-	-
(Reprise)/Dotations aux provisions pour engagements sociaux	1,0	(0,6)
Dotations aux provisions	1,0	(0,6)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(22,2)	(25,1)

Les amortissements relatifs aux immobilisations incorporelles ont diminué en 2024 à 21,6 millions d'euros (2023 : 22,9 millions d'euros).

Les amortissements des immobilisations corporelles sont restés stables à 1,6 million d'euros (2023 : 1,6 million d'euros).

Les provisions pour engagements sociaux ont été reprises et représentent 1,0 millions d'euros (2023 : 0,6 millions d'euros).

9. Gains et pertes sur actifs immobilisés

La valeur nette comptable des actifs immobilisés mis au rebut est de 2,1 millions d'euro en 2024 (2023 : 12,3 millions d'euro). 1,1 million d'euros s'explique par un changement de stratégie dans le cadre du projet Sustain. Les 1 millions restant s'expliquent par des abandons de coûts sur CDS Clear.

Dans le cadre de l'annonce de la dénonciation du Derivatives Clearing Agreement le 17 janvier 2023, l'amortissement des immobilisations en production et allouées aux Dérivés listés a été accéléré pour une date de fin au 16 janvier 2024. L'accélération de ces amortissements représente 0,3 million d'euros (2023 : 0,5 million d'euro).

10. Impôt sur les bénéfices

Un accord multilatéral de prix de transfert (Advanced Pricing Agreement - APA) signé conjointement par les représentants des autorités fiscales françaises, belges et néerlandaises était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2004 et a été renouvelé en avril 2014 jusqu'au 31 décembre 2015.

Cet accord prévoit la répartition des bénéfices générés conjointement par la Banque Centrale de Compensation (dont le siège social est à Paris) et ses succursales des Pays-Bas et de Belgique.

L'établissement portugais de LCH SA n'étant pas considéré comme un établissement stable au sens du droit fiscal, ses actifs et opérations sont agrégés à ceux de sa société mère, résidente fiscale française. En conséquence, LCH SA ne constate pas de charge d'impôt sur les bénéfices vis-à-vis de l'administration fiscale portugaise.

Le taux d'imposition est de 25 % en France et de 25,8 % aux Pays-Bas.

LCH SA a reçu un avis de contrôle fiscal comptable en date du 10 novembre 2023, pour les exercices 2021 et 2022. A la suite d'une inspection fiscale lancée en janvier 2024, l'administration fiscale française a notifié LCH SA d'un redressement fiscal de 6.1 millions d'euros en raison d'une clé d'allocation historique utilisée dans le cadre de Advanced Pricing Agreement (APA) (8 % contre 15 % qui aurait dû être utilisé). Après plusieurs discussions avec l'administration fiscale française, une nouvelle méthodologie pour calculer cette clé d'allocation a été approuvée, satisfaisant les deux parties (confirmée par la notice de confirmation reçue le 25 novembre). Le résultat a été une réduction du redressement fiscal de 1.5m€. Le paiement de ce redressement fiscal a été réalisé le 27 janvier 2025.

A partir de cette confirmation et du paiement, l'autorité fiscale française, au nom de LCH engagera des discussions avec l'autorité fiscale néerlandaise pour récupérer le montant (ce processus est commun et couvert par la convention fiscale franco-néerlandaise).

Il convient de noter que le redressement a été comptabilisé en passif fiscal et car il était probable que LCH doive le payer tandis qu'un actif fiscal a été enregistré car il était probable que LCH puisse le récupérer.

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Impôt français	(23,7)	(37,3)
Impôt belge	-	-
Impôt néerlandais	(2,5)	(5,3)
Impôt sur les bénéfices	(26,3)	(42,6)

11. Dépôts et prêts auprès des Banques centrales

LCH SA négocie directement sur le marché monétaire, y investissant sa trésorerie propre et celle reçue en garantie de ses membres compensateurs

Sur le total des comptes de trésorerie de 18 978,9 millions d'euros (2023 : 24 437,8 millions d'euros) :

- LCH SA investit une partie de ses liquidités dans un prêt court terme auprès de la Banque pour un montant de € 18,977.3 millions d'euros (2023 : 24 422,9 millions d'euros) et constate des intérêts à recevoir sur ce prêt à hauteur de 1,6 millions d'euros
- 0,1 millions d'euros correspondent à la trésorerie propre (2023 : 6,8 millions d'euros).

Au 31 décembre 2024, 65,3 millions d'euros (2023 : 64,5 millions d'euros) des fonds propres de la société sont alloués aux réserves propres constituées par la Chambre pour le risque de défaut ie « Skin in the Game ».

12. Titres reçus et donnés en pension

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Titres reçus en pension livrée	686 182,9	722 148,4
Intérêts courus à recevoir	1 344,9	1 961,8
Titres reçus en pension livrée et créances rattachées	687 527,8	724 110,2

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Titres donnés en pension livrée	(686 182,9)	(722 148,4)
Intérêts courus à payer	(1 344,8)	(1 961,8)
Titres donnés en pension livrée et dettes rattachées	(687 527,7)	(724 110,2)

Les opérations de pensions sur les marchés de gré à gré sont présentées sur une base non nette. Les montants à l'actif au titre des « reverse repos » représentent le prêt de cash garanti par les titres reçus en garantie ; à l'inverse, les montants enregistrés au passif au titre des « repos » représentent l'emprunt de cash reçu en contrepartie des titres apportés en garantie. Les pensions qui ont été conclues sur le marché mais ne sont pas encore livrées figurent en Hors-Bilan.

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Etablissements de Crédit	475 642,6	534 851,1
Clientèles Financières	111 168,8	76 564,4
Partenaire d'interopérabilité – <i>Euronext Clearing</i>	100 716,4	112 694,7
Titres reçus en pension livrée et créances rattachées	687 527,8	724 110,2

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Etablissements de Crédit	(514 387,2)	(565 091,4)
Clientèles Financières	(138 141,8)	(133 258,0)
Partenaire d'interopérabilité – <i>Euronext Clearing</i>	(34 998,7)	(25 760,7)
Titres donnés en pension livrée et dettes rattachées	(687 527,7)	(724 110,2)

Titres faisant l'objet d'un contrat de revente par tranche d'échéance :

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Maturité à moins de 1 mois	634 146,2	656 580,3
Maturité à moins de 3 mois	28 809,4	63 213,9
Maturité à moins de 6 mois	18 424,4	2 522,9
Maturité à moins de 12 mois	6 147,7	1 793,0
Maturité supérieure à 12 mois	-	-
Titres reçus et donnés en pension livrée	687 527,7	724 110,2

13. Titres de placement : Obligations et autres titres à revenu fixe

La Société a la possibilité d'investir ses liquidités dans trois types de support d'investissement : le dépôt à vue auprès des Banques centrales (cf. note 11 sur les comptes auprès des Banques centrales), les titres reçus en pension livrée et les titres de dettes émis par des émetteurs dont la qualité de signature est très élevée.

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Titres de transaction	745.6	219.5
Titres d'investissement	-	-
Titres de placement	650.0	65.2
Titres reçus en pension	1 414.0	588.9
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 809.5	873.6

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Maturité à moins de 1 mois	1 909.9	808.4
Maturité à moins de 3 mois	550.7	65.2
Maturité à moins de 6 mois	-	-
Maturité à moins de 12 mois	350.0	-
Maturité supérieure à 12 mois	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 809.5	873.6

La valorisation des titres de placement selon la méthode LOCOM au 31 décembre 2024 est de 2 809,5 millions d'euros (2023 : 873,6 millions d'euros).

- dont pensions au jour le jour pour 514,6 millions d'euros
- dont 650 millions d'euros en titres de placement
- dont 745,6 millions d'euros d'auto-borrowing

14. Autres titres détenus à long terme

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
SWIFT	0,7	0,7
Autres titres détenus à long terme	0,7	0,7

Au 31 décembre 2024, LCH SA détenait une participation de 664 520 euros dans le capital de la société SWIFT (2023 : 664 520 euros). Cette participation résulte de l'attribution systématique d'actions SWIFT à LCH SA, sur la base du volume des messages transmis par LCH à ses membres compensateurs via le système SWIFT. L'entreprise SWIFT est une valeur cotée sur les marchés actions.

15. Autres actifs

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Dépôt de garantie versé à Euronext Clearing	5 217,9	7 521,0
Intérêts à recevoir sur dépôts de garantie	47,2	74,9
Couverture sur événement de crédit à recevoir	2 859,1	-
Créances clients	15,6	54,6
Créances fiscales	1,5	-
Recharges facturées aux sociétés de Groupe	0,4	1,5
Autres débiteurs	6,9	3,7
Autres actifs	8 148,6	7 655,7

Dépôt de garantie *Euronext Clearing*

LCH SA verse quotidiennement un dépôt de garantie à la Chambre de Compensation Italienne *Euronext Clearing* en vue de couvrir les positions prises par ses adhérents dont les contreparties sont compensées par Euronext Clearing. De la même manière, LCH SA collecte auprès de la Euronext Clearing un dépôt de garantie visant à couvrir les positions prises par les adhérents de cette dernière qui ont traité avec les adhérents de LCH SA.

Intérêts à recevoir sur dépôts de garantie

En 2024, Les intérêts sur dépôts de garantie à recevoir des membres comprennent seulement les intérêts à recevoir d'Euronext Clearing et s'élèvent à 47,2 millions d'euros (2023 : 74,9 millions d'euros)

Couverture sur événement de crédit à recevoir

Sur le marché CDS, un événement de crédit a justifié un appel de couverture cette année (2023 : nul). Cette opération se reflète totalement à l'actif – couverture de crédit à l'actif pour 2 859,1 millions d'euros. – cf. note 22.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients par la Société sont essentiellement constituées des commissions de compensation qui sont prélevées directement sur le compte des membres compensateurs au dixième jour ouvré du mois suivant la transaction.

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Clients	15,6	54,6
Clients douteux	-	-
Créances clients et comptes rattachés	15,6	54,6

Au 31 décembre 2024, il n'y avait aucune créance douteuse.

Autres débiteurs

Les autres débiteurs ont augmenté à 6,9 millions d'euros en 2024 (2023 : 3,7 millions d'euros).

16. Comptes de régularisation

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Charges payées d'avance	4,0	2,0
Comptes de suspens	1,4	-
Comptes de liaison	161,3	634,9
Juste-valeur des instruments dérivés	74,6	55,8
Primes sur option	-	3,7
Autres comptes de régularisation	-	-
Comptes de régularisation - Actif	241,3	696,4

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Produits constatés d'avance	1,3	1,2
Comptes de suspens	747,1	239,3
Comptes de liaison	786,3	162,9
Juste-valeur des instruments dérivés	74,6	55,8
Primes sur option	-	3,7
Facture non parvenue	18,6	20,7
Autres provisions	3,1	2,8
Comptes de régularisation - Passif	1 631,1	486,4

Comptes de suspens

Les positions de portages inclus dans les comptes de suspens représentent le montant restant à charge de LCH SA s'il y avait défaut des membres et sont calculées à partir du montant net des opérations en suspens côté acheteurs et vendeurs sur les marchés Cash Equity et Fixed Income par devise d'origine. Ceux-ci peuvent varier en fonction de l'activité des membres compensateurs.

Le portage débiteur est nul en 2024 (2023 : nul).

Le portage créancier est 747,1 millions d'euros en 2024 (2023 : 239,3 millions d'euros), exclusivement sur le marché RepoClear.

Comptes de règlement

Les comptes de liaison à recevoir inclus dans les comptes de règlement s'élèvent à 161,3 millions d'euros en 2024 (2023 : 634,9 millions d'euros) et les comptes de liaison à payer s'élèvent à 786,3 millions d'euros en 2024 (2023 : 162,9 millions d'euros).

Instruments dérivés

Cette section concerne spécifiquement les transactions sur instruments dérivés. Les marges de variation positives pouvant donner lieu à des retraits effectués par les membres compensateurs figurent au passif du bilan. Les marges de variation négatives représentent les montants à recevoir par la chambre de compensation et figurent par conséquent à l'actif du bilan dans le poste « Marges à recevoir des adhérents ».

Les marges à recevoir ou à payer sont calculées et appelées quotidiennement en prenant en compte la position de chaque membre. La marge à recevoir du ou à payer au membre compensateur correspond à l'écart entre la position quotidienne du membre et celle de la veille.

Les contrats Futures sont valorisés selon la méthode de la juste-valeur à 0,0 millions d'euros en 2024 (2023 : 12,1 millions d'euros), conformément à l'arrêt de l'activité en mi-septembre.

Les instruments Credit Default Swaps sont valorisés selon la méthode de la juste-valeur à 74,6 millions d'euros en 2024 (2023 : 43,7 millions d'euros).

Primes sur option

En sus des dépôts de garantie, les membres compensateurs peuvent être appelés à payer ou recevoir des primes quotidiennement. Les primes correspondent au prix de négociation payé par l'acheteur de l'option au vendeur. A la fin de chaque jour de négociation, les primes à recevoir et à payer représentent la différence nette entre les positions acheteuses et vendeuses de chaque membre compensateur.

Les primes à payer sont enregistrées au passif et les primes à recevoir sont enregistrées à l'actif pour un montant de 0 euros en 2024 (2023 : 3,7 millions d'euros).

Factures non parvenues

Au 31 décembre 2024, les sommes dues aux fournisseurs se chiffrent à 18,6 millions d'euros (2023 : 20,7 millions d'euros). Ce poste est composé de provision relative à la facturation de CDC Clear Ltd pour un montant de 3,4 millions d'euros (2023 : 4,3 millions d'euros), correspondant à des rétrocessions au titre des accords de partage de revenus et de provision relatives aux frais généraux pour 15,5 millions d'euros (2023 : 13,8 millions d'euros).

A fin 2024, il n'y avait plus de provision relative à Euronext (2023 : 2,5 millions d'euros) relative au partage de profit.

17. Immobilisations incorporelles

Valeur brute	2023 (en millions d'euros)	Acquisitions	Mises en production	Cessions / Dépréciation / Transfert	2024 (en millions d'euros)
Fonds commercial	52,7	-	-	-	52,7
Logiciels	212,2	-	31,6	-	243,8
Immobilisations incorporelles en cours	43,1	29,8	(31,6)	(2,1)	39,2
Immobilisations incorporelles brutes	308,0	29,8	-	(2,1)	335,7

Amortissements	2023 (en millions d'euros)	Dotations	Reprises	Diminution de valeur	2024 (en millions d'euros)
Fonds commercial	43,6	-	-	-	43,6
Logiciels	157,3	34,1	-	(2,2)	189,3
Amortissements des Immobilisations incorporelles	200,9	34,1	-	(2,2)	232,9
Immobilisations incorporelles nettes	107,1				102,8

Les immobilisations correspondent aux actifs amortissables et aux immobilisations en cours. Ces dernières correspondent aux logiciels en cours de développement et aux divers actifs corporels n'ayant pas encore été mis en service. Dès leur mise en service, ces actifs sont amortis selon les principes définis à la partie II – Principes et méthodes comptables – Immobilisations, amortissements et dépréciations.

Dans le cadre de l'annonce de la dénonciation du Derivatives Clearing Agreement le 17 janvier 2023, l'amortissement des immobilisations en production et allouées aux Dérivés listés a été accéléré pour une date de fin en juin 2024. L'accélération de ces amortissements représente 0,3 million d'euros (2023 : 0,5 million d'euros).

Test de dépréciation des immobilisations incorporelles

Comme en dispose le règlement ANC 2015-06, la Société a analysé la nature des autres immobilisations incorporelles et confirme qu'elles sont uniquement composées d'immobilisations incorporelles ; en conséquence, la Société effectue annuellement un test de dépréciation sur les immobilisations incorporelles en décembre de chaque année, ou de manière plus fréquente si les circonstances montrent qu'une dépréciation est probable.

Pour les actifs incorporels déjà capitalisés, un test de dépréciation est réalisé chaque année, sur la base d'une revue de l'inventaire des logiciels avec le responsable d'activité. Pour les actifs en cours, cette revue est réalisée mensuellement avec le responsable d'activité afin de confirmer si le projet est en cours ou abandonné et d'évaluer les éventuels indicateurs de dépréciation.

Le fonds commercial est relatif aux acquisitions des succursales d'Amsterdam, de Bruxelles et de Porto. La valeur recouvrable au titre de ces succursales est déterminée au moyen de calculs de la valeur d'usage.

Pour les fonds de commerce, la dépréciation est évaluée par révision de la valeur comptable de l'actif par rapport à sa valeur recouvrable, elle-même déterminée en calculant la valeur d'usage de l'unité génératrice de trésorerie concernée au moyen des projections de flux de trésorerie actualisés.

Les principales hypothèses utilisées dans les évaluations se fondent sur les projections de flux de trésorerie actualisées, préparées par la direction et portant sur une période de cinq ans. Les projections de flux de trésorerie sont établies d'après le budget du Groupe en 2025 et d'après le plan approuvé pour les deux exercices suivant le dernier exercice du budget. Les flux de trésorerie s'étendant au-delà de cette période sont extrapolés en appliquant des estimations du taux de croissance à long terme et des taux d'actualisation avant impôt.

La direction fonde ses calculs de la valeur d'usage de chaque unité génératrice de trésorerie sur les principales hypothèses relatives à la croissance à court et moyen terme du chiffre d'affaires et des coûts, aux taux de croissance économique à long terme (utilisés pour déterminer la valeur finale) et aux taux d'actualisation avant impôt, comme suit :

i) Les valeurs attribuées à la croissance à court et moyen terme du chiffre d'affaires et des coûts sont basées sur le budget 2025 et sur le plan approuvé du Groupe. Les hypothèses découlent d'une évaluation des tendances actuelles, des évolutions anticipées du marché et de la

réglementation, de discussions avec les clients et fournisseurs ainsi que de l'expérience de la direction. Ces facteurs sont examinés conjointement avec les objectifs stratégiques à long terme du Groupe pour déterminer les hypothèses de croissance à court et moyen terme ;

ii) Les taux de croissance à long terme sont de 3,36 % (2023 : 3,43 %) correspondant aux prévisions internes de la direction, basées sur des estimations externes du PIB et de l'inflation

iii) L'effet des charges fiscales, basé sur le taux de revenu des sociétés de 25 % et les déductions admises

iv) Le taux d'actualisation avant impôt de 12,31 % (2022 : 8,22 %) se fonde sur un certain nombre de facteurs, dont le taux sans risque, la prime de risque de marché estimée du Groupe et une prime visant à refléter les risques intrinsèques.

Résultat du test de dépréciation

Le résultat du test annuel sur les actifs incorporels, amortissable est le suivant :

- Les logiciels en cours de développement attachés à Sustain a été dépréciés à hauteur de 1.0 m€ suite à un changement de stratégie
- Les développements en cours sur CDSClear ont également été identifiés à hauteur de 1.1 m€.

Analyse de sensibilité

Le tableau ci-après présente les changements possibles et raisonnables dans les hypothèses clés et les taux, et l'impact probable sur la valeur d'usage ou la réduction de valeur comptabilisée :

Fonds de commerce

Au 31 décembre 2024	Scénario de référence	Ajustement	Dépréciation millions d'euros
Réduction des recettes de compensation	variables	-10 %	Pas de dépréciation
Taux de croissance de la trésorerie	3,36 %	-100 %	Pas de dépréciation
WACC	12,31 %	12 %	Pas de dépréciation

Certaines caractéristiques des actifs incorporels ont été stressées dans le cadre du test de sensibilité, comme indiqué ci-dessus. Les résultats de cette analyse n'ont pas nécessité de dépréciation de la valeur des immobilisations incorporelles :

- Une réduction de 10 % des revenus de compensation n'entraîne pas de résultat négatif
- Une variation de 12 % sur le WACC n'entraîne pas de résultat négatif

18. Immobilisations corporelles

Valeur brute	2023 (en millions d'euros)	Acquisitions	Mises en production	Cessions / Dépréciation / Transfert	2024 (en millions d'euros)
Autres immobilisations corporelles	13.8		0.2		- 14.0
Immobilisations corporelles en cours	1.0	0.9	(0.2)		- 1.7
Immobilisations corporelles brutes	14.8	0.9	-	-	15.7

Amortissements	2023 (en millions d'euros)	Dotations	Reprises	Diminution de valeur	2024 (en millions d'euros)
Autres immobilisations corporelles	2.9	1.6	-	-	4.5
Amortissements des Immobilisations corporelles	2.9	1.6	-	-	4.5
Immobilisations corporelles nettes	11.9				11.2

19. Dettes vis-à-vis des institutions financières

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Dépôts et comptes des établissements de crédit	1 870,2	901,4
Intérêts à payer à la Banque Centrale	-	-
Dettes sur opérations sur titres	745.6	219.5
Banques créditrices	0,5	0,3
Dettes vis-à-vis des institutions financières	2,616.2	1,121.1

Dans le but de garantir l'intégrité des opérations réalisées, LCH SA demande aux membres compensateurs de réaliser des dépôts de garantie par le processus d'appel de fonds. La nature de l'appel de fonds exigible, ainsi que les conditions gouvernant les appels sont déterminées par LCH SA. Ils sont ventilés par type de contrepartie : les établissements de crédit et la clientèle financière ci-après.

20. Dettes vis-à-vis de la clientèle financière

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Dépôts et comptes de la clientèle financière	175.0	329,4
Dettes vis-à-vis de la clientèle	175.0	329,4

21. Autres Passifs

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Dépôt de garantie	16 004,4	24 164,0
Fonds de défaut	6 259,3	6 973,2
Intérêts à payer sur dépôts de garantie	92,7	143,4
Couverture sur évènement de crédit à livrer	2 859,1	-
Dettes de personnel	46,1	32,6
Dettes fiscales	3,9	14,7
Dettes fournisseurs	3,2	0,6
Recharges facturées par les sociétés du groupe	29,0	13,0
Autres créditeurs divers	0,2	0,3
Autres passifs	25 298,0	31 341,8

Dépôt de garantie et fonds de défaut

Le dépôt de garantie peut être constitué en espèces, en titres ou en garanties bancaires ; il est expressément stipulé par LCH SA que seuls ces instruments sont éligibles.

Le collatéral déposé en espèces est enregistré au passif du bilan alors que les garanties bancaires et les titres sont enregistrés au hors-bilan. Le dépôt de garantie en espèces est valorisé quotidiennement, donnant lieu soit à un appel de marge additionnel, enregistré comme un actif à recevoir du membre compensateur, soit à un remboursement, enregistré au passif comme une dette vis-à-vis du membre compensateur.

Le collatéral en espèces s'élève à 22,3 milliards d'euros au 31 décembre 2024 (2023 : 31,1 milliards d'euros). Les intérêts dus à fin 2024 au titre des garanties des membres s'élèvent à 92,7 millions d'euros.

Dettes sociales

Les dettes sociales se composent principalement des provisions suivantes :

- Congés payés : 15,1 millions d'euros (2023 : 14,8 millions d'euros).
- Participation et intéressement : 6 millions d'euros (2023 : 6,0 millions d'euros).
- Primes : 5,9 millions d'euros (2023 : 5,3 millions d'euros).
- Dettes vis-à-vis des organismes sociaux : 3,2 millions d'euros (2023 : 0,9 millions d'euros).
- Autres rémunérations dues : 15,9 millions d'euros (2023 : 5,7 millions d'euros).

Dettes fiscales

Les dettes fiscales se décomposent comme suit :

- Impôt sur les sociétés : nul (2023 : 5,6 millions d'euros).
- TVA : 0,9 millions d'euros (2023 : 6,0 millions d'euros).
- Taxe C3S : 1,9 millions d'euros (2023 : 2,2 millions d'euros).
- Autres impôts et taxes : 1,1 millions d'euros (2023 : 0,9 million d'euros).

Comptes fournisseurs

La majorité des dettes fournisseurs aux 31 décembre 2024 et 2023 avaient une échéance de moins de deux mois.

22. Provisions

	2023 (en millions d'euros)	Dotations	Reprises	2024 (en millions d'euros)
Provisions pour engagements sociaux				
Indemnités de fin de carrière	4.2	-	(0.9)	3.2
Médailles du travail	1.4	-	(0.1)	1.3
Autres provisions d'exploitation	5.6	-	(1.0)	4.6
Provisions pour risques opérationnels	-	-	-	-
Provisions	5.6	-	(1.0)	4.6

Le montant des provisions pour engagements sociaux s'élève à 4,5 millions d'euros (2023 : 5,6 millions d'euros) ; cela représente le montant compensateur que la Société devrait payer aux employés en fin de carrière. Cette provision est calculée par un actuaire externe sur la base des hypothèses suivantes : un taux d'inflation de 2,0 %, un taux d'actualisation de 3,2 % et un taux de croissance annuelle des salaires de 2,5 %.

23. Capitaux propres

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Capital social	113,1	113,1
Réserves légales	11,3	11,3
Autres réserves	32,6	32,6
Prime d'apport	0,7	0,7
Report à nouveau	345,7	229,4
	503,4	387,1
Bénéfice de l'exercice	65,5	116,3
Bénéfice en instance d'affectation	-	-
Acomptes sur dividendes	-	-
Capitaux propres	568,9	503,4

Au 31 décembre 2024, la Société comptait 7 416 700 actions ordinaires entièrement libérées en circulation, 15,24 euros chacune (2023 : 7 416 700).

Aucun dividende n'a été distribué en 2024, à la suite de l'approbation de l'Assemblée Générale. La totalité du bénéfice net de 2023 a été alloué au poste « Report à nouveau » pour un montant de 116,3 millions d'euros.

La variation des capitaux propres constatée en 2024 se décompose comme suit :

Capitaux propres au 31 décembre 2023	503,4
Dividendes	-
Bénéfice net de l'année	65,5
Bénéfice en instance d'affectation	-
Capitaux propres au 31 décembre 2024	568,9

24. Garanties et autres engagements

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Garanties données à la Banque de France	3 773,5	2 690,3
Notionnel des instruments dérivés de crédit vendus	1 025 589,2	788 689,6
Garanties données	1 029 362,7	791 379,9
Titres à livrer	744 341,5	761 573,4
Engagements de compensation donnés	744 341,5	761 573,4
Titres reçus en garantie	32 820,3	36 231,8
Garanties à première demande reçues des banques	-	3,0
Cautions reçues de la DNB	137,8	1 886,3
Cautions reçues de la BNB	736,5	1 247,2
Notionnel des instruments dérivés de crédit achetés	1 025 589,2	788 689,6
Garanties reçues	1 059 283,8	828 057,9
Titres à recevoir	742 934,2	761 334,6
Engagements reçus	742 934,2	761 334,6

Les garanties reçues enregistrent le collatéral lorsque le membre compensateur décide de verser son dépôt de garantie initial avec des garanties données par une contrepartie.

Les garanties données à la Banque de France représentent les titres déposés auprès de la Banque Centrale sous l'accord 3G. Cela offre la capacité à LCH SA de demander une ligne de crédit en cas de nécessité de liquidité. Ce montant a augmenté en 2024 à 3 773,5 millions d'euros (2023 : 2 690,3 millions d'euros).

Les titres à recevoir et à livrer sont des transactions sur le marché Fixed Income qui sont engagées mais pas encore dénouées. Le volume a diminué à 744 341,5 milliards d'euros au 31 décembre 2024 (2023 : 761 573,4 milliards d'euros).

Les CDS achetés représentent le notionnel de la couverture de crédit à recevoir et les CDS vendus, le notionnel de la couverture de crédit à livrer en cas d'événement de crédit. Le volume des instruments dérivés de crédit a significativement augmenté à 1 025 589,2 millions d'euros (2023 : 788 689,6 millions d'euros).

25. Société consolidante

London Stock Exchange Group plc (LSEG) est la société mère ultime du groupe LCH, avec une participation totale de 82,61 % et est le plus grand groupe qui prépare des comptes consolidés. La société mère immédiate de LCH SA est LCH Group Holdings Limited (anciennement LCH Group Limited).

	2024 (en millions d'euros)	2023 (en millions d'euros)
Transactions avec les sociétés mères		
<i>Résultat</i>		
Services rechargés aux sociétés mères	(0,1)	-
Services rechargés par les sociétés mères	2,0	4,6
Services facturés par la société mère présentés en tant que coûts non sous-jacents	-	-
Total	1,9	4,6
<i>Etat de la situation financière</i>		
Montant dû aux sociétés mères au 31 décembre	(0,4)	(1,4)
Transactions avec d'autres entreprises		
<i>Résultat</i>		
Services rechargés à d'autres entreprises	(2,3)	(2,9)
Services rechargés par d'autres entreprises	25,2	23,3
Revenus de recharge de projets avec d'autres entreprises consœurs	(0,4)	(0,9)
Coût de recharge du projet d'autres entreprises consœurs	19,4	16,1
Total	41,9	35,6
<i>Etat de la situation financière</i>		
Montant dû aux sociétés consœurs au 31 décembre	(28,3)	(10,1)
Transactions avec une filiale		
<i>Résultat</i>		
Revenus de recharge du projet (déduction faite des frais administratifs)	-	-
Services refacturés à la filiale	-	-
Redevances et maintenance rechargées par l'associé	-	-
Total	-	-
<i>Etat de la situation financière</i>		
Immobilisations incorporelles acquises auprès d'une filiale (note 8)	-	-
Montant dû aux sociétés consœurs au 31 décembre	-	-

26. Jetons de présence

Le montant des jetons de présence versés en 2024 aux administrateurs s'est élevé à 597 335 euros. Ce montant exclut la rémunération du Directeur Général.

27. Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de LCH SA, 18, rue du Quatre septembre, 75002 Paris, France.

28. Evénements postérieurs à la clôture

Les événements postérieurs ont été évalués par la société jusqu'au 27 mai 2025, date à laquelle ces états financiers peuvent être publiés.

Aucun événement postérieur à la clôture n'a généré d'impact spécifique dans les états financiers 2024.

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2024 comme suit (en millions d'euros) :

	€
• Bénéfice de l'exercice	65,5
• Réserves distribuables	32,6
• Report à nouveau	345,7
• Sous-total	<hr/> 443,8
	€
• Affectation à la réserve légale (*)	-
• Affectation aux autres réserves	-
• Affectation au report à nouveau	-
• Affectation à partir du report à nouveau	(34,5)
• Dividende proposé	100,0
	<hr/> 65,5

(*) Il n'est pas prévu d'affectation à la réserve légale, cette dernière étant déjà dotée à son maximum

Conformément aux dispositions légales, elle prend acte de ce qui suit :

- Les dividendes distribués au titre de l'exercice 2021 étaient de 8,09 euros par action
- Les dividendes distribués au titre de l'exercice 2022 étaient de 9,44 euros par action
- Aucun dividende n'a été distribué au titre de l'exercice 2023.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement de 40 % mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de LCH SA, 18 rue du Quatre Septembre, 75002 Paris, France.